



BATAY OUVRIYE

Réponse à la diffamation du « Haïti International Tribunal » : Nouveaux sommets atteints par le courant Haïti-Progrès et ses alliés

Le 25 septembre 2005, à Batay Ouvriye, nous avons appris qu'au cours d'un supposé « tribunal » organisé par le courant Haïti-Progrès, International Action Center et Kakola (parmi d'autres) durant ce week-end, une présentation d'un journaliste/ étudiant d'histoire, Jeb Sprague, prétendait que notre organisation avait été un principal récipiendaire de fonds du gouvernement étasunien destinés à renverser le Président Jean-Bertrand Aristide. Selon Sprague, ces fonds du Centre de Solidarité de l'AFL-CIO, l'un des quatre principaux conduits des trois millions de dollars de tels projets ouvertement impérialistes, sont allés de Batay Ouvriye à un « sous-contractant », Socowa, transformant ainsi ce mouvement de travailleurs en « co-conspirateurs » inconscients d'une alliance fort peu sainte ourdie par le Département d'Etat.

Voici une allégation très grave pour laquelle, en partant, nous devons commencer par questionner le « chercheur » qui, pas une fois, n'a contacté notre organisation pour information. Nous n'avons pas été contactés non plus par le comité organisateur de ce « Tribunal ».

D'abord, disons qu'aucune « recherche » n'était nécessaire pour révéler que, parmi d'autres, des fonds du Centre de Solidarité ont été acheminés au syndicat de la zone franche SOKOWA à travers Batay Ouvriye. Ces fonds (US\$3,500 ! – août 2004), destinés à coordonner la lutte et, spécifiquement, soutenir les ouvriers licenciés soumis à d'immenses difficultés vue l'étirement de la crise, provenaient d'un appel général que nous avons diffusé. Tel qu'il apparaît très clairement dans l'extrait inclus à l'*Annexe 1*, cet appel (relayé par divers sites syndicaux internet comme Labourstart - http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show_campaign.cgi?c=30) était public et ouvert à tous. Le Centre de Solidarité de l'AFL-CIO était l'une des organisations ayant répondu concrètement. Cette phase de la lutte conclue, nous avons publiquement remercié tous ceux qui avaient contribué à la lutte par la militance ou des fonds de solidarité, parmi eux le Centre de Solidarité (*Annexe 2*). Donc, ceci étant dit, la moindre « recherche » n'était pas nécessaire pour révéler de telles informations publiquement diffusées.

Les accusations du groupe Haïti-Progrès, International Action Center et Kakola... atteignent d'autres sommets, cependant, quand leur « chercheur » avance que nous avons reçu des fonds de l'USAID et du NED (National Endowment for Democracy) pour déstabiliser Aristide et ensuite renverser son gouvernement, que nous étions sous le contrôle et l'orientation du groupe des « 184 », de la « Convergence Démocratique » et même, par association d'idées, de la CIA mentionné un peu plus loin ! Ceci, maintenant, est parfaite diffamation, une attaque ouverte. Nous répondrons en quelque points :

1. D'abord, que, concrètement, Batay Ouvriye n'a aucunement participé au renversement d'Aristide. Nous refusons de nous engager dans cette mobilisation précisément à cause de sa direction. Et quand, en décembre 2004, nous avons émis une position sur la situation du

pays à ce moment (*Annexe 3*), nous avons été méticuleux à l'extrême sur ce point, spécifiquement afin de ne pas apporter d'eau au moulin de l'opposition bourgeoise et ne pas nous associer à ce groupe. Dans ce sens, la toute première allégation de base du « chercheur universitaire » est parfaitement débile, passant au loin de nos positions, incluses ici in extenso. On comprend qu'il ait été aussi cafouillant lors de l'émission « Wake Up Call » de la chaîne radio WBAI le 28 septembre.

2. Nous avons toujours poursuivi et engagé des relations de solidarité, militante ou financière, sur la base qu'elles concernent des luttes et pratiques **basées uniquement sur nos convictions profondes et en totale autonomie d'orientation et de fonctionnement**. Ces positions sont clairement exprimées dans une déclaration publique encore une fois incluse (*Annexe 4*).
3. Nous tenons cette position au sujet de tous les groupes qui contribuent à nos luttes, par militance ou soutien financier. Ceci explique nos positions clairement prises au sujet des centrales syndicales jaunes, collaborationnistes et pourries, en Haïti, pendant que, en même temps, des membres de l'OGITH, pendant la lutte spécifique de la zone franche, y montaient pour transmettre leur soutien et nous avons accepté cette solidarité. De même, nous avons participé à des manifestations du PPN (« Parti Populaire National ») dans le Nord du pays, mais quand ils ont déformé le sens de notre présence d'une façon opportuniste et mensongère dans leur journal, nous les dénonçons aussi, par écrit, ce qu'ils ont refusé d'imprimer dans leur journal, nous refusant ainsi le droit essentiel de réponse. De la même manière, tout en acceptant les pratiques de solidarité de l'AFL-CIO, nous les avons clairement informé de notre position au sujet du courant auquel ils appartiennent, les désaccords que nous avons avec un bon nombre de leurs pratiques fondamentales nationalement et internationalement, historiquement et actuellement, nos divergences avec leur forme de pratique syndicale et nos positions sur la lutte interne qu'ils confrontent actuellement (*Annexes 5 et, surtout 6 où ces positions ont été mises à l'écrit*).
4. Pour ce qui concerne les critiques d'Aristide en 2003 : dans le cadre vaste qui comportait diverses facettes, nous dirons une fois de plus et confirmons que **oui**, nous avons totalement confronté les **dirigeants** Lavalas que nous dénonçons comme étant réactionnaires, voleurs, mystificateurs, anti-populaires et fondamentalement anti-travailleurs. Ce n'est nullement un hasard si c'est le peuple lui-même, en toute conscience, qui les baptisa « grands mangeurs » ! Dans une déclaration que nous émettions au cours de ces mobilisations, nous exprimions clairement cette position (*Annexe 3*). Mais bien auparavant, dès 2001-2002, des travailleurs organisés du courant Batay Ouvriye dénonçaient les pratiques de ce gouvernement réactionnaire au sujet d'un massacre qu'il préparait avec les « grands dons », la bourgeoisie du Cap-Haïtien et de grandes multinationales (Cointreau) dans les orangeries de Guacimal ; effectivement, le massacre eut lieu. Cette même confrontation était la première occasion en Haïti où une large masse de travailleurs, frustrés dans leurs revendications les plus essentielles par le maire Lavalas, le Délégué Nord Lavalas et le directeur Lavalas du Ministère de l'Intérieur, crièrent ensemble : « A bas Lavalas » ! Des délégués anglais de la centrale GMB qui nous avaient accompagné dans les champs à cette occasion peuvent en porter témoignage. Et partout où ouvriers, paysans, petites marchandes... travailleurs en général affrontaient ces grands propriétaires fonciers, macoutes, bourgeois et multinationales, les dirigeants lavalas ont toujours, toujours, soutenu ces classes dominantes.

A ce moment, dans cette même lutte de Guacimal, Haïti Progrès se trouvait aussi contre ces néfastes pratiques Lavalas. Dès 2001, il diffusait des articles de dénonciation, prévenant du rôle que jouaient les dirigeants Lavalas contre les masses. (Voir « Workers Fight for Rights on Orange Plantation », Haiti Progres – 16-22 mai, 2001). Et en 2002, autour du massacre de Guacimal au cours duquel leur propre journaliste qui accompagnait les travailleurs était

également arrêté, ils ont même titré : « Répression : Lavalas s'affiche ! » (6 juin 2002). Tout au cours de ce conflit, Haïti Progrès continua à titrer, souvent en première page : « Guacimal : Lavalas au service des Grandons » (6 et 19 juin 2002, le dernier figurant une photo de graffiti au Cap-Haïtien disant « A bas le gouvernement Lavalas qui tue les paysans de St Raphael ») ; « Guacimal : Répression Néolibérale » (12 juin 2002) ; « Guacimal, Carte Blanche à la Répression » (26 juin 2002) ; « Guacimal, Lavalas persiste dans l'illégalité » (31 juillet, 2002)... Haïti-Progrès était-il alors payé par le gouvernement américain pour déstabiliser Aristide ?

5. **Oui** : nous avons lutté contre Aristide avec ses pratiques d'embargo durant le coup d'état de 1991 aux dépens du peuple haïtien qui n'a enrichi que ses ennemis, au lieu de choisir un mode de lutte populaire ; Aristide qui revint avec 20,000 soldats de l'impérialisme américain pour rétablir son pouvoir personnel et celui de sa clique ; les dirigeants lavalas – et Aristide en particulier – qui exactement comme la dite « opposition », demandait l'occupation ; tous les dirigeants usurpateurs du mouvement lavalas, opportunistes, réactionnaires et anti-populaires à l'extrême, sauf quand ils se trouvent rejetés, quand ils reviennent à la charge des sentiments et revendications des luttes de masse les ayant placé au pouvoir en 1990 ;

... Aristide et tous les dirigeants lavalas corrompus et traîtres, mais aussi, tout de suite, le Groupe des 184 et la direction bourgeoise du mouvement d'opposition, non pas uniquement théoriquement (ou dans les « journaux » !) mais dans la construction de ce même mouvement populaire au sein duquel nous réclamions l'autonomie du camp du peuple, avertissant de ce qui pouvait arriver et préparant les lendemains qui venaient d'être initiés (*Annexe 3*) ; plus tard encore, et jusqu'à présent, comme toujours, dans la lutte des travailleurs contre les bourgeois et macoute-bourgeois (où nous avons rarement vu des militants du courant Haïti Progres / PPN) jusqu'à présent donc, dans nos luttes contre les Apaid, Baker, Marie-Claude Bayard, ADIH... (*Annexe 7* – Bulletin de Nouvelles No. 2 et Note de Presse au sujet d'un jugement à la zone franche) et l'occupation (*Annexe 8*). Ainsi, c'est concrètement que nous confrontons les mouvements macoutes, bourgeois, multinationales, impérialistes, 184, « grands mangeurs » se tenant en face des travailleurs et du peuple haïtien **en général**.

Pourquoi donc Haïti-Progrès, l'International Action Center, Kakola... et leur chercheur bidon cherchent-ils à introduire une confusion qu'ils n'ont soit pas cherché à approfondir, ou qu'ils savent fort bien être contraire à la simple vérité que Batay Ouvriye est frontalement opposé à toute orientation réactionnaire ! Pourquoi n'ont-ils pas le minimum de courage nécessaire pour nous confronter au sujet de l'orientation nécessaire dans l'intérêt unique des masses laborieuses, des réelles masses populaires ?

Si tel était le cas, nous leur aurions rappelé qu'Aristide lui-même est bourgeois, que c'est sous son gouvernement que la plus grande concentration de capital financier s'est jamais déroulée en Haïti, avec des banques s'ouvrant partout... Nous leur rappellerions que c'est Aristide lui-même qui, secrètement, s'est déplacé pour poser la première pierre de la zone franche de Ouanaminthe qui deviendrait un enfer sur terre pour tous les travailleurs, tel que parfaitement prévisible et expliquant pourquoi il choisi de réaliser cette mission secrètement. Nous leur rappellerions toute la corruption et la prévarication, toute la répression anti-populaire, toutes les trahisons des dirigeants lavalas concrètement et consciemment réalisées. Le directeur général du Ministère de l'Intérieur, au cours du conflit Guacimal, pour défendre ses bas intérêts opportunistes, déclara officiellement à la presse que : « ce gouvernement est placé pour défendre les terres des diplomates » !!!

6. Les détracteurs d'Haïti Progrès, l'International Action Center et Kakola... savent cela fort bien, tout comme ils connaissent les pratiques de Batay Ouvriye. Est-ce par opportunisme

accompli et un manque total de principes qu'ils défendent une cause indéfendable – le soutien des dirigeants lavalas (qui en Haïti se sont déjà soumis et, étant les caméléons qu'ils sont, pleinement embarqués dans le processus électoral au sein de l'occupation impérialiste) ? Est-ce leur absence complète de pratique parmi les travailleurs en Haïti qui leur vaut d'adopter une cause déjà si pourrie ?

7. Nous comprendrons l'attitude de ce groupe et particulièrement celle d'Haïti Progrès en analysant la nature du conflit en question. Car, précisément, il s'agit d'un conflit et non d'un simple débat entre petits bourgeois. Nous devons clarifier que ces attaques ne nous feront pas dévier d'un pouce de nos objectifs, ni d'aucune de nos convictions concernant ce qui devrait être fait dans l'intérêt des travailleurs, particulièrement de la classe ouvrière. Mais nous leur accordons et continuerons à leur accorder toute leur importance.
8. Dans le cadre du développement des luttes dans le pays où les classes dominantes et la petite bourgeoisie ont échoué, les impérialistes et leurs divers serviteurs de forme différente ont tous intérêt à attaquer les forces enracinées parmi les travailleurs et avançant dans les luttes concrètes. Vu certaines obligations – les classes dominantes et l'impérialisme doivent parfois soigner leur apparence « démocratique » -, la meilleure arme qu'ils puissent utiliser est le soi-disant courant de 'gauche'. Dans ce sens, quand ces ennemis, eux-mêmes, objectivement, dans l'intérêt des secteurs les plus archaïques du pays, nous attaquent, ceci est une bonne chose. Bien que nous le comprenions ainsi, nous devons néanmoins fournir ces explications, les démasquant, afin tous puissent les comprendre très clairement.

Le dirigeant du 'courant' nous attaquant soudainement est Ben Dupuy. Nous devons suivre son itinéraire et celui de son 'courant' pour bien comprendre la situation. Durant toute la période de lutte contre Duvalier au cours des années 1970, il établit, participa et/ou promut diverses organisations, particulièrement la « Résistance Haïtienne » (RA, an Créole), liée à « Radio Vonvon » de triste réputation par son infiltration soupçonnée, triant les jeunes de ces années pour préparer des « invasions » où tous les participants étaient découverts et/ou tués, à l'exception des dirigeants... ! Plus tard, le « Rassemblement Démocratique Haïtien » (RDH), le MHL (Mouvement Haïtien de Libération), « IDEE »... organisations diverses, toutes parfaitement stériles et fonctionnant sur la base unique d'embrigadement, absence de rapprochement, voire de pratiques militantes parmi les masses. Les divers jeunes embrigadés, souvent sur une base militariste, fonctionnaient avec une orientation principale : celle d'attaquer les orientations progressistes, les dénonçant d'être des agents de la CIA et publiant même leurs photos. Dans l'émigration haïtienne, de nombreux militants se sont soulevés contre ces pratiques, se demandant si ce n'était pas justement le courant de Dupuy qui jouait le rôle de CIA dans la mise sur pied de ces organisations stériles aux seules fins de pressurer Duvalier, déviant les jeunes de pratiques plus profondes et conséquentes (en particulier avec les travailleurs) et finalement dénonçant tous les progressistes.

Ceci apparut encore plus clairement en 1971-72 quand Dupuy s'inféodait au Sénateur Fullbright, entraînant avec lui un grand nombre de jeunes, supposément pour renverser Duvalier. Plus loin : en 1974-1976, quand il abandonnait ses bottes et costume guérilla pour la cravate et attaché d'intellectuel marxiste-léniniste, ce courant tenta de diviser le Parti Unifié des Communistes Haïtiens (PUCH) pour infiltrer Cuba. Ils firent paraître livres et films pour démontrer l'« important travail » qu'ils réalisaient ; mais les Cubains, malgré une courte période laxiste, les démasquaient finalement. Au cours de cette même période, ce courant voyagea à Cuba pour rencontrer les militants qui avaient kidnappé l'ambassadeur américain, Clinton Knox. Et retournait aux Etats-Unis **sans le moindre problème !**

Durant la période de libéralisation de Jean-Claude Duvalier, les rôles changèrent : le courant de Dupuy soutenait les « indépendants » que l'administration Carter et la CIA permettaient de se développer dans le pays. Au départ de Duvalier, MHL engendra l'APN, le journal Haïti-Progrès et finalement le PPN. C'est dans le cadre de cette dernière organisation qu'au lieu de cibler le Groupe des 184 qui établissait des associations anti-Aristide, ils choisirent d'attaquer les travailleurs de la région de Plaisance, dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers.

Cet itinéraire est celui d'un agent qui fit beaucoup pour détruire la Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens (CATH) quand elle était le plus dynamique. Si, sérieusement parlant, il avait des divergences fondamentales avec cette centrale, il en aurait établi une autre avec des différences importantes. Un agent qui, à l'analyse plus serrée, ne cible pas les soi-disant « syndicalistes » du Groupe des 184, c'est-à-dire le soi-disant « Secteur Syndical » regroupant la plupart des centrales du pays (à l'exception de l'Intersyndicale Premier Batay Ouvriye) qui soutint ouvertement et carrément les actions des 184, était responsable de fonds de ce regroupement et ressemble beaucoup à la Confédération Vénézuelienne du Travail (CTV)... mais choisit plutôt de prendre Batay Ouvriye comme cible. Tel que souligné plus haut, ceci en défense d'une cause particulièrement répugnante telle le soutien des grands mangeurs anti-travailleur et anti-populaire Lavalas et dans une logique similaire à celle des membres de l'AFL-CIO où il s'agit de choisir le « moindre mal ». Ou, précisément, jouant un rôle de CIA ?

Nous le répétons : les attaques de l'ennemi sont salutaires. Ils nous permettent de préciser nos luttes et de toujours garder à l'esprit qu'il ne faut pas jouer avec l'ennemi. Enfin, ceci, en même temps, nous permet de démasquer ces réactionnaires et leur nature de caméléon, cherchant à infiltrer les luttes populaires et, dans ce sens, pour nous de renforcer et consolider le camp du peuple, grâce à de telles dénonciations.

Voilà pourquoi notre propre conclusion, dans ce conflit, est notre souhait de rencontrer ces divers courants petit-bourgeois sur le terrain des luttes contre les grands dons, leur administration de terrain et serviteurs ; sur le terrain, contre la bourgeoisie concrètement dans les usines, maquilas, plantations, et sur la scène politique, parmi les paysans, travailleurs, ouvriers, et ensuite, nécessairement, comme nous l'avons déjà vu en 2002, contre les alliés des grands dons-bourgeois-multinationales, c'est dire, contre les dirigeants Lavalas.

Qu'on se rencontre sur le terrain concret des luttes, les travailleurs aviseront.

Port-au-Prince, le 1^{er} octobre 2005

ANNEXES

ANNEXE 1

ARCHIVE : (Dossier Zone Franche CODEVI Ouanaminthe)

<http://www.batayouvriye.org/Francais/Dossiers/Sokowa/solidariteurgentesokowa.html>

APPEL À LA SOLIDARITÉ URGENTE - - OUVRIERS ZONE FRANICHE SOKOWA/CODEVI RÉVOQUÉS - ULTIME CARTE DU GRUPO M : LA GUERRE D'USURE

3 Avril 04

Chers Amis de la Solidarité,

La situation à la première zone franche d'Haïti a atteint un point dramatique. Il s'agit, rappelons-le, d'un précédent – les zones franches de Drouillard et Laffiteau étant déjà en chantier. En ce sens, le nouveau gouvernement haïtien porte la responsabilité nationale du dénouement qui y aura lieu. Après la révocation de l'ensemble du syndicat (qui, aux prix de vaillants efforts, avait trouvé moyen de s'y implanter en février de cette année) le 1er mars, nos rencontres avec le Grupo M confirmaient le caractère délibéré et entériné de cette mesure. En dépit de plus de deux mille lettres de solidarité adressées tant au Grupo M qu'à son principal client, la firme Levi-Strauss, et à la Corporation Financière Internationale de la Banque Mondiale (CFI), l'entreprise continue à s'accrocher à cette violente mesure caractérisée, despotique et illégale.

A partir de l'annonce de la mise sur pied du syndicat et de celle de son démantèlement qui la suivait de très près (les 10 février et 3 mars, respectivement), plusieurs groupes se sont impliqués à fond dans la situation. Il s'agit d'un côté, de la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FITTHC), proche de l'organisation « UNITE » (travailleurs de l'aiguille, USA) nord-américaine, qui, elle-même, contactait le Workers' Right Consortium (WRC) de Washington et l'ACILS (American Center for International Labor Solidarity) de l'AFL-CIO. A elles deux, ces organisations ont maintenu un rapport serré avec la compagnie Levi-Strauss, tentant d'exiger de celle-ci le respect des termes de son propre Code de Conduite social. Ce choix s'expliquait d'autant plus que le Grupo M lui-même est notoire pour son irrespect du droit syndical en République Dominicaine (où il est le plus grand employeur avec un effectif de 12,000 ouvriers dans ses usines) et que la CFI s'était déjà ouvertement déclaré être l'« associé » du Grupo. Tant la WRC que l'ACILS avaient participé à la campagne pour l'établissement de la première convention collective de travail en zone franche dominicaine, celle de la BJ&B, nouant à cette occasion des relations avec la centrale syndicale Fedotrazona, elle-même en lutte avec le Grupo M à ce même sujet.

ANNEXE 2

ARCHIVE : (Dossier Zone Franche CODEVI Ouanaminthe)

<http://www.batayouvriye.org/Francais/Dossiers/Sokowa/victoiremais.html>

VICTOIRE DANS LA LUTTE POUR LA RÉINTÉGRATION DES OUVRIERS DU SOKOWA! MAIS VIGILANCE ET MOBILISATION SONT TOUJOURS À L'ORDRE DU JOUR.

Mobilisation des ouvriers encore présents à l'usine Codevi ; interventions (vers les ouvriers de la fabrique en général, ceux en difficulté, le syndicat et son comité, la population de Ouanaminthe, la presse nationale et internationale, les groupes solidaires et le public en général, le gouvernement haïtien...); orientation permanente de Batay Ouvriye;

solidarité agissante (lettres, présence sur le terrain et parfois dans les négociations mêmes, débats, appui financier...), tant de centrales ouvrières locales (OGITH) ou étrangères (Global Unions, ACILS, FEDOTRAZONA...) que d'organisations d'appui (Batay Ouvriye Solidarity Network, Haïti Support Group, Réseau-Solidarité – Peuples Solidaires, WRC, Maquila Solidarity Network, Clean Clothes Campaign...) ont permis, enfin, la réintégration des ouvriers que la direction de la compagnie Codevi de la zone franche de Ouanaminthe, au Nord-Est d'Haïti, essayait de révoquer illégalement...

ANNEXE 3

20 décembre 2003

DÉCLARATION DE BATAY OUVRIYE SUR LA SITUATION DU PAYS AUJOURD'HUI

Dans le cadre de nos pratiques concrètes sur le terrain de la lutte quotidienne des ouvriers, des travailleurs divers, des masses populaires en général... pour nous, de BATAY OUVRIYE, il était déjà **très clair** que : les dirigeants Lavalas, en détruisant toutes les composantes populaires qui constituaient le large mouvement de masse 1984-1999, était devenu un pouvoir totalement anti-populaire. Et, avec cette évolution, carrément **réactionnaire** ; donc, obligatoirement, **de plus en plus répressif, jusqu'à devenir criminel**. Nous faisons face à cela depuis plusieurs années.

En effet, sur les terres des grands propriétaires fonciers, au Ministère du Travail, à la Justice... c'est toujours contre les luttes du Peuple revendiquant ses droits que se situe ce pouvoir ! Tout autour de nous aussi, par ses exactions sur les démunis dans les quartiers, sur les marchandes de pacotille, les chauffeurs, les sociétaires des coopératives, sur les écoliers, étudiants universitaires, travailleurs de la presse, partout, indistinctement, toujours le même objectif : démanteler les luttes revendicatives, anéantir la parole ! Et, pour lutter contre les intérêts des ouvriers, paysans pauvres, travailleurs, masses populaires en général, cette répression est toujours des plus totales, aveugle. Nous dénonçons cela depuis longtemps !

Pourtant, comme tout dans cette société où nous vivons, ce n'est que quand ce pouvoir en arrive à attaquer la petite bourgeoisie, les fonctionnaires, intellectuels et bourgeois, que cela devient « inacceptable »... !

Aujourd'hui, le fait des gouvernants d'en être arrivé à réprimer également ces classes et catégories sociales rend la crise politique générale, le pouvoir semblant avoir atteint un degré où perce nettement son **agonie**. La quasi-intégralité de l'espace démocratique antérieurement conquis est aboli et la population entière crache son désaccord en exigeant l'élimination (ou du moins le changement au sommet) de ce pouvoir.

*

Mais, d'un autre côté, l'analyse basée sur les intérêts réels du peuple **impose une différenciation** parmi les nombreuses classes, catégories et secteurs qui protestent. En effet, peu de ces regroupements ou individus véhiculent réellement l'intérêt large des masses

populaires. Et nous pouvons même affirmer haut et fort : **bon nombre d'entre-eux sont même opposés aux intérêts des masses. Ce qui rend la situation bien plus complexe.**

Nous, de BATAY OUVRIYE, connaissons intimement la bourgeoisie haïtienne et sa **nature profondément anti-travailleur, anti-peuple**. Ses agissements au sein des usines, établissements, ateliers, commerces, petits ou grands... c'est nous, ouvriers, travailleurs divers, qui les endurons ! C'est nous qui pouvons témoigner de l'ampleur de son mépris, des humiliations qu'elle impose, de sa domination et de sa répression à l'égard des travailleurs haïtiens afin de déployer l'exploitation sans limite qu'elle souhaite généraliser à travers le territoire, en parfaite entente de classe avec les multinationales impérialistes. De même, ses représentants de classe (politiciens et intellectuels bourgeois) dénoncent sans cesse toute protestation, arrêt de travail, grève, mobilisation quelle qu'en soit la forme dès qu'ils revendiquent les droits démocratiques des travailleurs, sous prétexte qu'il s'agit de « désordres » susceptibles de pertes de revenus pour le « pays » !

Nous savons à quel point c'est le régime Lavalas lui-même qui se porte garant de l'**IMPUNITÉ** absolue dont jouissent ces classes face aux exactions et crimes qu'ils perpétuent contre les ouvriers, paysans pauvres et les travailleurs en général. Nous dénonçons et luttons sans cesse contre cette impunité et les alliances politiques et économiques qui la sous-tendent. Si la bourgeoisie combat actuellement le régime Lavalas, il est clair pour nous que cela s'explique du fait que ce pouvoir, par son incapacité chronique et ses propres contradictions archaïques, ne lui permet ni d'administrer l'Etat, ni de construire clairement l'hégémonie nécessaire à l'établissement de l'exploitation pleine et entière de cette classe. Enfin, si elle est réduite actuellement à devoir se présenter personnellement, cela est dû à la crise de représentativité des classes dominantes à laquelle nous avons fait référence en de maintes occasions.

Lavalas se base sur cette présentation non dissimulée pour se poser en pouvoir des plus populaires de la planète. **GROSSIER MENSONGE !**

1. Lavalas a toujours accordé les plus grands avantages à la bourgeoisie, non seulement dans tous les conflits l'opposant aux travailleurs, mais encore dans toutes les orientations nationales politiques et économiques d'envergure : capital financier (les banques champignonnent de toutes parts), grandes affaires de toutes sortes, avec, en exemple principale, les zones franches.
2. Bourgeois, le régime Lavalas **l'est tout aussi**, en relation avec les principaux monopolistes de la place. Seulement il se garde bien de le montrer publiquement.
3. Lavalas est maître de la corruption (dans l'Etat, la drogue, la contrebande..., les scandales du riz, des tôles, des coopératives...).
4. Lavalas est roi du vol généralement et ce n'est pas un hasard si le titre « **Grand Mangeur** » lui a été octroyé par le peuple lui-même.
5. Par conséquent : **jamais il n'a cherché à satisfaire les revendications populaires, voire structurer un pouvoir sur cette base.**
6. Avec les autres bourgeois Lavalas répète à n'en plus finir qu'ils « donnent du travail ». Nous disons, nous, pourtant, que : sous la colonie aussi, les colons français « donnaient du travail » ! Mais justement, **en esclavage** ! Donc, effectivement : créer des emplois est une chose, dans quelle condition, une toute autre !
7. Lavalas est le plus grand destructeur de l'Etat, privatisant les entreprises publiques l'une après l'autre, les cédant aux principales firmes bourgeoises, locales ou étrangères, réalisant de juteux bénéfices sur ce qui devrait être des services publics garantis.

8. Enfin, Lavalas constitue le plus grand **marchand de pays** ! les eaux, les aires, la frontière, les zones... franches n'appartiennent plus, ni ne sont sous le contrôle des autorités nationales mais plutôt se trouvent aux mains soit du gouvernement américain, soit sous le contrôle stricte des bourgeois et de l'armée dominicaine.

Ainsi donc, nous le disons et le répétons : **LAVALAS ET L'OPPOSITION BOURGEOISE SONT DEUX FESSES POURRIES DANS UN MÊME PANTALON DÉCHIRÉ !**

*

Au sein du mouvement général de protestation contre Lavalas, **qui est fondamentalement et profondément juste**, heureusement d'autres niveaux apparaissent et commencent à y laisser leur empreinte. En dépit des tentatives de récupération de l'opposition bourgeoise, progressivement ce niveau se définit. Il devrait approfondir cette démarche consciente et passer à une étape encore plus concentrée, de manière à pouvoir, au sein de la mobilisation anti-Lavalas même, mettre en question et arriver à **contrecarrer clairement l'orientation bourgeoise** (qui, elle, inclut non seulement un soi-disant « état de droit » qui refuse de nommer, voire attaquer, l'impunité patronale, mais, en plus, comme nous le savons fort bien, se définit déjà carrément comme complètement dépendante de l'impérialisme économique). **Les organisations ou individus qui se tiennent du côté des intérêts réels des masses populaires doivent charrier, dans les luttes, les revendications fondamentales des masses populaires** : ouvriers, paysans pauvres, travailleurs de toutes sortes, chômeurs, élèves et étudiants pauvres, progressistes conséquents, donc : le **CAMP DU PEUPLE** et, au fur et à mesure, **construire leur autonomie**, toujours sous la direction des **intérêts réellement populaires**.

Actuellement, les classes dominantes cherchent à embrouiller les intérêts réels des masses populaires sous leur aisselle avec une question de « démocratie » uniquement technique, abstraite, floue. Ce qui explique que, même quand Lavalas serait sur le point de fermer définitivement l'espace de développement des luttes démocratiques, nous devons être clairement **conscients que tous les intérêts visant à le rouvrir ne sont pas identiques. Et beaucoup d'entre-eux sont même extrêmement CONTRAIRES aux nôtres**. Nous devons tenir compte des expériences faites entre 1986 et 1990, où les masses populaires s'étaient grandement laissées embrigadées sous la direction de la bourgeoisie et de ses représentants, ce qui avait limité et détourné la mobilisation.

C'est pourquoi nous le répétons inlassablement : **Au sein de ce mouvement général de lutte**, qui possède fondamentalement des bases concrètes d'existence et de développement continu, **les masses populaires et les différents niveaux d'organisation doivent développer leur autonomie concrète et arriver à prendre leurs propres initiatives, où les intérêts populaires, les intérêts des travailleurs, sont également clairement définis**.

*

Dans ce sens, nous anticipons même : il faut s'attendre à une répression sévère et peut-être tout aussi féroce des propriétaires fonciers et bourgeois, sous les ordres des impérialistes (directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants intellectuels ou politiques) dès que l'étape actuelle sera passée et que nous avancerons fermement dans la défense de nos intérêts propres.

C'est dans la mesure où nous parviendrons, dans le cadre et dans le développement de la lutte même, à **nous organiser de manière autonome, qu'il nous sera possible de FORMER ET CONSOLIDER UN CAMP CAPABLE DE DÉFENDRE VÉRITABLEMENT NOS INTÉRÊTS ET AFFRONTER TOUS CEUX QUI SE PRÉSENTENT !**

À BAS LAVALAS PILLEUR, CRIMINEL, SANGUINAIRE !

**À BAS L'EXPLOITATION DE TOUTES SORTES!
VIVE L'ORGANISATION ET LA MOBILISATION AUTONOME DU CAMP DU
PEUPLE POUR PORTER ET DEFENDRE SES INTÉRÊTS PROPRES
AVEC LES TRAVAILLEURS COMME POTEAU CENTRAL ET SOUS LA
DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE !**

ANNEXE 4

Sur la Solidarité

Juin 2005

A partir des différentes luttes menées, Batay Ouvriye a obtenu différentes formes d'appui et de solidarité provenant de diverses organisations ou groupes. Pour un meilleur rapport avec eux tous, nous pensons utile de faire circuler cette déclaration qui permettra à tous nos amis qui suivent notre pratique et désirent eux-mêmes également apporter leur soutien, de comprendre nos positions, nos pratiques, dans le cadre de ces relations.

*

- Comme premier principe, nous pensons qu'il est possible de s'asseoir et discuter avec toute organisation désireuse en ce sens des lors que ceci présente une rentabilité pour la lutte des travailleurs dans l'intérêt des travailleurs. En premier lieu, nous informons nos interlocuteurs de nos positions et pratiques et si nous avons une opinion sur les leurs, nous la leur communiquons dans ce même esprit. Si, à partir de là, ils souhaitent établir ou poursuivre une relation avec nous dans l'intérêt de la lutte des travailleurs, nous nous montrons disposés à le faire dans le respect d'une mutuelle autonomie.
- En ce faisant, le thème de la **solidarité** est évoqué. Parfois, pour l'aborder, la question nous est faite de savoir comment, en pays étranger, soutenir les luttes de Batay Ouvriye. En ce sens, notre réponse est toujours claire : l'essentiel, pour nous, est le soutien militant, vu notre ligne où le problème de la domination impérialiste est posé (même s'il est parfois déformé, étant donné que souvent il s'agit d'organisations à orientation humaniste) en même temps que celui de l'exploitation (là encore et pour la même raison, cet aspect est parfois limité aux formes et à l'ampleur de celle-ci). Egalement, dès que possible, à l'abord de cette question, nous insistons à présenter, autant que possible, que les contributions matérielles aident la lutte des travailleurs dans leur intérêt propre mais que ces contributions sont d'une nature autre que le soutien militant. Certaines organisations, vu leur nature en soi, ont davantage de capacité pour le soutien militant que nous priorisons. D'autres peuvent plus contribuer à la lutte des travailleurs par leur soutien matériel. Certaines, enfin, ont la capacité d'opérer aux deux niveaux. L'important, dans tous les cas, est de montrer clairement que notre **autonomie politique** demeurera toujours le principe fondamental nous guidant dans toute articulation.
- Sur cet angle, nous tenons toujours à préciser que la lutte des travailleurs se déroule au sein d'une formation sociale dominée. Ainsi, ceux-ci ont d'énormes difficultés à survivre étant donné l'immensité de l'exploitation qu'ils subissent. Naturellement, cela donne occasion à de grandes luttes mais, encore une fois, l'un des éléments importants est la capacité matérielle pour les mener. Nous ne nous faisons donc aucune illusion : cet apport peut être très utile en ce sens. Malgré tout, dans le cadre de la construction de l'autonomie matérielle également du mouvement ouvrier, nous chercherons toujours à compter sur nos propres

forces, mais, surtout, la solidarité matérielle ne doit avoir aucune incidence négative sur notre ligne ou nos pratiques. D'autre part, la domination impérialiste est cause d'un transfert de valeurs des pays dominés vers ceux impérialistes. Ainsi, tout retour de cette valeur transféré doit être réalisé sans, encore une fois, mettre en question notre autonomie.

Sur ces bases, nous arrivons même à développer des relations avec des organisations qui pensent « aider ». Parfois, au bout d'un certain moment, cette « aide » est interrompue. Nous considérons cela normal ; conscients des limites politiques d'une telle approche, nous anticipions ce possible développement. Par contre, dans d'autres cas, les rapports arrivent à se reproduire : c'est que la base de solidarité était alors plus réelle et solide. Malgré tout, la pratique démontre que même les organisations apportant leur solidarité ont souvent aussi leurs limites. Là encore, nous considérons cela normal.

Un autre axe important de la solidarité est le développement de rapports entre organisations de pays dominés où se développent leurs luttes. A ce niveau où la militance prend forme de coordination, nos pratiques demeurent toujours assez limitées et beaucoup de travail reste à réaliser. Nous oeuvrons en ce sens en utilisant tous les moyens à notre disposition à cette fin.

Une des contradictions auxquelles nous faisons face est la provenance des fonds de certaines organisations souhaitant nous soutenir. Nous respectons leur autonomie : nos rapports sont d'ordre bilatéral, l'essentiel étant le respect de notre autonomie et, en ce sens, notre capacité à prendre toutes les positions politiquement nécessaires, notre capacité à développer toute lutte allant dans le sens de l'intérêt des travailleurs exploités au niveau national et international. Nous sommes conscients que ceci est parfois la cause des « blocages de l'aide » ; mais ceci demeure encore pour nous secondaire : **le combat pour l'avancement des luttes des travailleurs doit être avant tout autonome, même quand ainsi rendu très difficile**. Il arrive même quelque fois que les financiers de ces organisations apportent ces fonds d'« aide » dans la logique du développement impérialiste mondial. Nous y voyons clair. Malgré tout, dans le cadre de ces rapports, nos positions demeurent les mêmes, campées sur le principe de complète autonomie politique, tout en acceptant tout appui, solidarité ou même « aide » dès lors que dans l'intérêt des travailleurs.

Cela entraîne des conséquences. Il peut arriver que les organisations nous fournissent un « soutien » et que cela les mette en contradiction avec leurs propres financiers. Dans ce cas, il est important qu'elles réalisent que nous ne sommes nullement impliqués dans cette contradiction. Même si nous acceptons de dialoguer à son sujet, c'est leur responsabilité. Et à ce moment, si leur solidarité était réelle, c'est à partir de cette position fondamentale qu'ils trancheront.

Comme nous le mentionnions, plusieurs de nos camarades suivent notre pratique. Ceci est positif. En ce sens également, nous pensons que cette clarification peut les aider. Pour éviter toute forme de dogmatisme, cependant, nous considérons important qu'ils suivent **nos pratiques**. Qu'ils prennent position à partir des positions ici obtenues. Nous autres sommes toujours disposés à débattre de ces questions, autant que possible.

La **pratique solidaire**, tout comme les phénomènes sociaux en général, est complexe et doit être envisagée dans le cadre de cette complexité, avec une ligne claire pour guide où le fondamental reste et demeure la fermeté d'une position qui correspond toujours aux intérêts des travailleurs exploités, particulièrement dans leurs luttes et à partir de leurs intérêts globaux. Dans ce sens, l'essentiel étant le respect permanent de l'autonomie politique. Néanmoins, il est toujours nécessaire de considérer les autres aspects qui peuvent aider à préciser des orientations tactiques. Ceci est également valable pour la solidarité, militante avant tout. Entre

organisations de travailleurs, elle se posera d'une façon, avec d'autres, différemment, avec ses limites intrinsèques.

ANNEXE 5

Extrait « Sur les Syndicats »

(...) El obrero está en el sindicato por su propia determinación y está allí únicamente porque ve la necesidad de luchar, todos, unidos, para defender intereses comunes, en base a su conciencia. Y una de sus responsabilidades es hacer que el sindicato esté más fuerte, más sólido, para enfrentarse al enemigo de los obreros todos: el patrón y su estado que lo defiende. Para sostener este papel, el sindicato debe de tener una estructura profunda, concentrada y amplia, firme y flexible, de núcleos y abierta. Capaz de responder a todas las responsabilidades que se presentarán. Así, se necesitará de una dirección, ella también con varias responsabilidades, varios niveles de responsabilidad. Pero, al mismo tiempo, existe la asamblea de obreros, que igualmente tiene toda su importancia. Muchos dirigentes sindicales piensan que son ellos el sindicato, algunos obreros también piensan que la dirección es todo el sindicato. Esa es una mala concepción. No permite tener un sindicato fuerte. Hasta podemos decir que no permite tener sindicato del todo. Esa mala concepción, la debemos de denunciar y enfrentar en medio de nosotros. Al contrario, debemos trabajar para que los obreros entiendan y tengan conciencia de que el sindicato somos todos los obreros sindicalizados, dirección y asamblea.

(...) Todos los demás miembros forman la asamblea del sindicato. Con la democracia que debe de existir dentro del sindicato, la dirección no puede decidir de nada sin que no sólo esté al tanto la asamblea sino también que lo apruebe. Dirección y asamblea deben de trabajar juntos, donde la asamblea es la última palabra, el lugar de decisión. La asamblea tiene pues una importancia tremenda. Entonces, para poder concretamente y seriamente jugar este papel (tener la responsabilidad de este papel), todos los obreros deben de estar concientes que tienen que jugar este papel. Eso exige pues una actitud extremadamente conciente, responsable, activa de parte de cada obrero. La dirección, junto con los obreros concientes, debe de hacer un trabajo serio, profundo y constante para que cada obrero esté más y más conciente de su papel y se responsabilice por ello, en la vida como tal del sindicato.

(...) De hecho, varios obreros piensan que con dar su nombre en el sindicato y su cotización semanal, basta: la dirección se responsabilizará por lo demás. Hasta que hay direcciones que no sólo tienen ellas mismas esa concepción, la divulgan y llegan a hacer que los obreros se comprometen al respecto. Esa concepción del sindicato no es nada buena. Es equivocada. Es cierto, el sindicato debe de saber cuales son sus miembros, por eso hay que tener listados los nombres de los miembros. Es cierto, el sindicato debe de poder hacer frente a sus obligaciones económicas dentro de la misma lucha y en su vida global como tal, y la única manera, la más confiable y autónoma, es con las cotizaciones de los miembros. Pero queda tan cierto que todo obrero sindicalizado tiene otros papeles que jugar, otras responsabilidades que tener.

(...) Un sindicato que defiende los intereses obreros tiene que de arrancada estar claro sobre lo que es la colaboración con los patronos, precisamente para no caer en esa trampa traicionera. Debe de estar claro que los intereses obreros y patronales son diferentes, contrarios y hasta antagónicos. Nunca debe de caer en la trampa de considerar la fábrica como “bien de todos”, como a menudo nos quieren hacer tragar los patronos, o dejarse llevar por la propaganda estatal que pretende que por el hecho de trabajar “juntos”, obreros y patronos tienen sus intereses “en común” y, así, son “partenarios”! Debe de ser de arrancada claro que patronos y

obreros son enemigos (basta con ver con que crueldad tratan los patronos a los obreros que quieren defender sus derechos – ¡justos y legales! - para sentir fácilmente lo que estamos avanzando) y como tal, las negociaciones no son del todo “diálogos” sino una forma específica que por este momento coge la lucha. Todo obrero conciente debe obrar para que el sindicato entero esté conciente de y activo con esa concepción fundamental.

(...) Con eso en mente, ¿qué clase de lucha puede / debe llevar un sindicato? Para empezar, en caso de estudiar este tema, primero que nada, no se debe dejar llevar por lo que cuentan los capitalistas al respecto. Debemos ser concientes que los burgueses nunca nos dejarán derechos lo suficiente como para poder luchar de veras. (En cada país, las leyes laborales están siempre muy por debajo de lo que necesita la lucha concreta de la clase obrera en cada momento dado. Y esto va empeorando.) Al contrario, las leyes existentes están siempre allí para frenar las luchas obreras.

Para bien saber qué clase de lucha deben de llevar los obreros, qué clase de lucha debe de llevar el sindicato, debemos considerar dos cosas: la primera es que el sindicato debe de luchar dentro de lo que le permiten las leyes para defender los derechos obreros. Así podrá uno ser mejor y mejor organizado y, a la vez, preparar la situación donde se podrá entonces sacar más derechos de parte de la burguesía en el poder. La segunda es que la forma de lucha a escoger siempre debe depender de las relaciones de fuerza y como estimamos su posible evolución en la lucha misma. Al estudiar el código de trabajo, podemos decir que está hecho principalmente para bloquear los obreros en su lucha. Si un sindicato piensa pues quedarse dentro de estos límites, nunca podrá defender sus intereses realmente. Por eso, gran parte de las luchas obreras deben proponerse ir más lejos que el código de trabajo. De arrancada hay que ser concientes que cada vez que sea posible, llevaremos luchas dentro de las leyes burguesas pero, cuando consecuentes, las luchas tendrán siempre como tendencia superar esas leyes. Por eso, uno de nuestros más importantes trabajos es precisamente hacer que se llegue a superar esas leyes. Para eso, esperar decisiones de los ministerios laborales, de justicia, o del estado en general, no servirá de nada: sólo nuestra movilización, otra vez, será nuestra garantía. Paros laborales, huelgas (bien preparados, planificados, donde todos los obreros participan activamente y de una manera conciente), manifestaciones frente a la fábrica, frente a la zona misma, frente a los ministerios responsables, en toda calle... en una palabra: ¡MOVILIZACIÓN!

Como podemos darnos cuenta, lo que piensa – y divulga - mucha gente (que el sindicato está allí nada más que para llevar algunas negociacioncitas, o para establecer buenas relaciones entre obreros y patronos), no sólo no tiene que ser así, sino que es globalmente falso. Los sindicatos que consideran ese tipo de colaboración o de auto censura como límites u objetivos, son los que finalmente defienden los intereses patronales en medio de nosotros los obreros. MOVILIZACIÓN y LUCHA obrera son para nosotros las mejores garantías no sólo del respeto de nuestros derechos sino también de su ampliación.

ANNEXE 6

Sur l’AFL-CIO, Son Rôle Nationalement et Internationalement, la Crise Actuelle par rapport aux Intérêts de la Classe Ouvrière

- Batay Ouvriye, Haïti – Juin 2005 -

I.

Le développement fulgurant du capitalisme anglais, le plus avancé de son temps, a trouvé dans la colonisation des Amériques les circonstances permettant la création de conditions qui, dans

les futurs Etats-Unis surtout, fomentait de grands bonds vers l'avant qui préfiguraient, par ses propres lois d'évolution interne, l'impérialisme global actuel.

Ce n'est pas un hasard s'il s'agit là des premiers colons à acquérir leur indépendance de leur « vieux monde ». Pas un hasard non plus si ce puissant souffle de transformation a pu concentrer ses sphères militaire, politique et économique en les plus puissantes du monde.

Cependant ce développement était, bien entendu, accompagné de la farouche résistance de la classe ouvrière, son opposé antagonique. En effet, à travers le 19^e siècle, les luttes de la classe ouvrière étasunienne étaient parmi les plus constantes, farouches, combattives : exemplaires. Les martyrs de Haymarket nous léguèrent la célébration du Premier Mai, du niveau émotionnel le plus haut pour tous les ouvriers conscients actuels. D'eux, la classe ouvrière du monde entier bénéficie de la journée de travail de huit heures et tant d'autres conquêtes sociales extrêmement importantes et, surtout : la lutte elle-même comme le mode d'expression de la bataille pour arracher ses droits.

A la lumière de ce combat, les classes dominantes non seulement employèrent tout l'appareil d'Etat pour réprimer les mouvements contestataires et physiquement éliminer les combattants ouvriers, non seulement cherchèrent à corrompre certains laquais, mais plus profondément, dévièrent, prirent la direction de certaines tendances de ce mouvement, établissant même leurs propres syndicats jaunes à leur service. Ceci marquerait l'évolution historique du mouvement organisationnel de la classe ouvrière aux Etats-Unis d'Amérique.

II.

L'AFL-CIO, un produit de cette histoire, est complètement submergé dans ce problème. Mondialement, de nombreux critiques ont dénoncé la corruption de cette organisation, sa soumission aux classes dominantes et sa participation active aux projets dominants, tous deux produits des positions et pratiques du capitalisme et de l'impérialisme au sein de la classe ouvrière. Internationalement, des dénonciations ont coulé à flot, avec raison, sur le rôle de cette centrale en Amérique Latine et le monde entier, où elle a assumé des positions directement et ouvertement impérialistes. Ses critiques ont souligné ses liens avec la CIA.

Toutes ces pratiques ont des caractéristiques et illustrations bien précises.

- Au sein de l'appareil lui-même, un aspect carrément anti-démocratique apparaît, où les orientations principales sont prises uniquement d'en-haut
- Ce qui résulte en un fonctionnement extrêmement bureaucratique et élitiste
- Expliquant ainsi la prédominance de fonctionnaires payés, n'ayant souvent jamais eu le moindre contact avec la classe ouvrière ; dans ce sens, la composition de l'appareil est figé, sans aucune possibilité de transformation envisageable. Même quand des fonctionnaires d'origine ouvrière l'intègrent, ils sont coupés de ces racines et n'ont aucune possibilité d'articuler organiquement cette origine.
- Cette orientation est également prolongée dans l'établissement de syndicats par de centrales sectorielles qui reproduisent ces mêmes pratiques
- Atteignant enfin les organisations de bases, mises sur pied par recrutement, visites domiciliaires et signatures par lesquels les ouvriers et ouvrières se soumettent aux négociations des dirigeants.

Le fonctionnement bureaucratique de l'AFL-CIO bloque la construction réelle des organisations ouvrières, empêche aux travailleurs d'être réellement responsables d'eux-mêmes, élimine toute lutte de masse ouvrière, toute mobilisation active et consciente et, de plus, annule

– dès le départ – l’accumulation qualitative du mouvement ouvrier : il l’affaiblit et le gangrène. Ceci apparaît clairement.

Batay Ouvriye, dans un texte que nous avons circulé s’intitulant « Sur les Syndicats » s’est opposé fermement à cette orientation et a voulu jouer un rôle dans sa dénonciation et transformation, tout en demeurant très clair sur le fait qu’il ne s’agissait pas là du lieu où notre principale action de contre agissement face à de telles pratiques sur le terrain devrait se concentrer.

L’infiltration de positions dominantes au sein de l’AFL-CIO et la nature qu’il a ainsi développée expliquent que, toujours à l’échelle nationale, il maintient le même type de pratiques :

- Par la simple et permanente pratique de négociations à travers ses dirigeants bureaucratiques, le champ est finalement toujours ouvert à une inévitable collaboration de classe et, à partir de là, des décisions que la classe ouvrière, non représentée, ne contrôle pas (et est toujours prête à dénoncer) ;
- Vu qu’il n’existe pas d’assemblées permanentes et continues ou d’organisation structurée de la classe ouvrière permettant un espace pour que la force de la classe puisse se reconnaître ainsi que ses capacités, vu qu’il n’y a pas la mobilisation en tant que méthode principale et permanente de lutte, même les revendications elles-mêmes sont, dès le départ, minimales et plates, atomisées, et surtout sapées en partant de l’énergie nécessaire pour s’élever vers des revendications sociales et politiques.

Cette absence de vie engendre la réduction du mouvement ouvrier, ce qui explique son aspect statique et stérile. Deux caractéristiques importantes en découlent :

- La pratique constante des fonctionnaires-dirigeants et l’écartement de toute disposition contraire, c’est-à-dire celles soutenant l’organisation autonome, la mobilisation permanente et la lutte en tant que mécanismes principaux pour atteindre, finalement, le développement de consciences politiques et systématiques plus hautes. Ces dirigeants atteignent même le point, dans des situations de lutte, d’expulser des camarades véhiculant cette conscience et ce niveau d’organisation aux luttes ;
- Tout ceci se traduit en une jonction inévitable avec l’appareil bourgeois, surtout les partis politiques, particulièrement le Parti Démocratique. Même quand les dirigeants affirment être conscients de ce parti en tant que parti bourgeois, qu’ils soutiennent ‘le moindre mal’, ils le soutiennent malgré tout. Pourtant, les quantités énormes de fonds et d’énergie nécessaires à ce soutien, mais, surtout, leur propre forme et nature bureaucratique, tel qu’illustré plus haut, les entraînent à reproduire les idéologies de parti, le fonctionnement bourgeois bureaucratique et, finalement, l’idéologie mystifiante qui voudrait qu’on croit que les travailleurs devraient s’engager derrière les partis qui, dans le contexte du moindre mal, conféreraient de meilleures chances de lutte.

Au niveau international, le fonctionnement de l’AFL-CIO, qui existe également dans ses organes destinées aux extensions étrangères, le Centre de Solidarité, engendre la reproduction des formes négatives :

- Ses employés ont une volonté fondamentale envers toutes les organisations qu’il contacte, d’organiser la formation et qui transmet les mêmes schémas d’esprit problématiques
- La nature bureaucratique qu’ils incarnent naturellement, structurellement, facilite grandement la transmission de cette même déviation ayant toutes les

caractéristiques citées plus haut : fonctionnement de dirigeant élitiste, négociations dans les bureaux et uniquement au plus haut niveau en tant que pratique principale, désintéressement dans la mobilisation et même parfois au niveaux régionaux avec lesquels ils sont en contact pour désavouer les mobilisations de masse

- Forcés, parfois, de soutenir des luttes très difficiles dans les pays dominés, les niveaux décisionnels cherchent souvent à les récupérer afin de, internationalement, les coordonner eux-mêmes, au lieu d'établir des organisations de base de la classe ouvrière
- En termes d'organisation, une vision prédomine au sein de laquelle les syndicats existent pour défendre leurs membres, au lieu de développer les intérêts de la classe ouvrière internationale en tant que telle
- La relation de cette structure avec les partis politiques bourgeois aux Etats-Unis et, en réalité, le Département d'Etat, explique qu'ils cherchent à empêcher le mouvement syndical d'être en contrôle et de prendre en main l'organisation politique de la classe ouvrière
- En rentrant en action avec des syndicats ou centrales impliqués dans des situations politiques, sa relation avec les parties aux Etats-Unis et le Département d'Etat fait qu'il soutient, aide à s'organiser et même rentre en lutte aux cotés de courants ou fédérations complètement réactionnaires. Le cas le plus clair est celui de l'implication du Centre de Solidarité dans le grand financement et soutien aux centrales bourgeoises du Vénézuéla contre le gouvernement Chavez
- Actuellement, l'AFL-CIO a une politique de soutien à la politique générale étasunienne concernant les gouvernements critiques face aux Etats-Unis ou ayant un caractère nationaliste ou populaire, tel que Cuba, ou encore, le Venezuela. Dans ces cas, la CIA est naturellement engagée.
- Quand le Département d'Etat décide de lâcher des gouvernements auxquels il était précédemment associé (même quand ils étaient déguisés en « populistes ») mais qui ont évolué en tant qu'obstacles à l'avancée de l'impérialisme (pour des raisons d'incapacité technique ou historique), l'AFL-CIO assume la fonction de contacter de fausses centrales, faisant le lien avec (et surtout sous) l'opposition bourgeoise et, sous cette orientation, dirigeant la mobilisation contre eux.

Il est, par conséquent, évident pour nous que l'AFL-CIO est un appareil intégré au « establishment » étasunien et prolongeant, en ce sens, ses objectifs contre les luttes des peuples mondialement.

III.

L'offensive du capitalisme étasunien, nationalement et internationalement, dans la récente phase où il cherche à établir son hégémonie globale, a résulté en la perte, pour la classe ouvrière, aux Etats-Unis comme dans le reste du monde, de nombreuses conquêtes qu'elle avait pu arracher par d'âpres luttes à travers les siècles passés. Ceci a causé la révolte de nombreux ouvriers qui ont même demandé à quitter l'AFL-CIO ; des baisses record de membres ont été atteintes, manifestant très clairement un désaccord avec les politiques actuelles. Au dernier congrès, de nombreuses critiques émergeaient concernant le centralisme bureaucratique et les problèmes des organisations de base même à enregistrer leurs plaintes. D'autres encore exprimaient le manque d'articulation avec les quartiers. Enfin, certaines critiques avançaient que le fait de s'être engagé avec le Parti Démocrate avait été totalement

négalif pour la classe ouvrière étasunienne, les conduisant certainement vers leur perte et que, conséquemment, un parti autonome d'ouvriers était nécessaire. Dans tout ceci, certaines branches importantes qui faisaient partie de ce mouvement tel qu'UNITE-HERE et les camionneurs ont même choisi de se retirer.

Quoique les débats actuellement ouverts révèlent les divers courants opérant au sein de l'AFL-CIO, quoique actuellement ces luttes internes révèlent clairement les aspects négatifs de cette orientation bourgeoise dominante, en même temps, ils n'ont généralement pas pu dépasser la problématique générale anti-travailleur / collaborationniste de cette organisation. Pire, le rôle impérialiste joué par l'AFL-CIO n'a jamais été discuté et ce n'est pas un hasard si le Centre de Solidarité n'a pas formulé de position sur ce rôle international.

La globalisation du capitalisme, en particulier la délocalisation de l'industrie textile (de l'Amérique du Nord et l'Europe vers le Sud et l'Asie) explique que les grandes centrales des pays impérialistes ont l'intérêt objectif de participer dans les luttes des pays dominés, d'y favoriser une résistance de plus en plus équilibrée et de renforcer l'internationalisme de la classe ouvrière, ce qui, à son tour correspond aux intérêts réels des ouvriers des pays industrialisés et dominés. Malgré tout, cependant, nous continuons à penser que cet appareil est au service de l'impérialisme, généralement. À cause de son besoin de luttes plus vigoureuses dans les pays dominés, il a maintenant changé d'orientation de son soutien passé à des centrales au service des oligarchies féodales ; il doit à présent soutenir des organisations vraiment en lutte.

IV.

Nous avons, à Batay Ouvriye, une position claire concernant ces formes de « solidarité » (voir notre Déclaration à ce sujet). En bref : afin de pouvoir accepter une solidarité venant d'où qu'elle vienne dans nos luttes ponctuelles, nous devons poursuivre et consolider la ligne de la lutte autonome des travailleurs en tant que principe de base, des assemblés et de la structuration des travailleurs en tant que mécanisme principal et la représentation des intérêts de la classe ouvrière généralement et historiquement en tant que seul guide. Dans ce sens, sur le terrain, nous nous sommes toujours opposés (comme nous le faisons dans ce cas précis) à la ligne élitiste, collaborationniste et/ou anti-populaire de toute organisation voulant s'engager dans une pratique avec nous.

Internationalement, nous avons néanmoins à faire face à des contradictions importantes. Elles sont de plus en plus complexes. La lutte contre toutes les déviations de l'AFL-CIO et leurs implications doit continuer et le rôle réel de cette structure dans l' « establishment », dans la défense fondamentale du capitalisme et de l'impérialisme doit être dénoncé partout et toujours. Une véritable condamnation doit avoir lieu nationalement dans le cadre de la lutte elle-même et internationalement à tous les niveaux possibles, en toutes instances de débat. Cependant, cette dénonciation ne devrait pas être superficielle, mystifiante et précisément dissimulant le manque de pratiques des critiques, ou leur manque de liens avec les principes de base de défense des véritables intérêts de la classe ouvrière.

Concrètement, nous devons clairement nous rendre compte que le rapport entre les pratiques des divers AFL-CIO, particulièrement eu égard à la solidarité internationale, est de nature contradictoire, vu la crise interne qu'il traverse et l'impératif d'une globalisation objectivement nécessaire des luttes. Nous devons tenir compte de ces contradictions dans l'intérêt de la classe ouvrière et à tous les niveaux. Mais nous devons également être très clairs sur le fait que cet appareil est contrôlé, en dernière instance, par les classes dominantes des Etats-Unis. Sa solidarité assumera – et assume – des formes spécifiques. Puisque ses pratiques de « solidarité » ont atteint le point de développer des relations avec des organisations ouvrières

de base, nous nous trouvons dans l'obligation de les gérer, tandis qu'ils tentent inévitablement de manipuler ces relations diversement afin de les récupérer. Donc, nous devons gérer correctement ces relations dans l'intérêt de la classe ouvrière et sur une base permanente.

La classe ouvrière des Etats-Unis, vu sa position dans le processus actuel de globalisation, a un rôle important à jouer dans les luttes mondiales de la classe ouvrière. Il est de toute première importance d'y engager la lutte contre tous les courants transmettant déviations et récupération dans l'intérêt des classes dominantes. La lutte doit être menée à l'intérieur et à l'extérieur de toutes les organisations pour atteindre l'organisation autonome et internationale de la classe ouvrière basé uniquement sur ses intérêts. En ce sens, nos positions forment un tout, une totalité qui est principalement basée sur nos pratiques autonomes et nos critiques ouvertes dans l'intérêt de la classe ouvrière.

ANNEXE 7

Extrait Déclaration Batay Ouvriye Mars-Avril 2004

Nous sommes tout à fait conscients que durant toute sa gestion, Lavalas n'a rien réalisé de bon. Au contraire ! Ce ne fut que corruption, vols, viols et trafics illicites de tous genres. Nous avons toujours combattu cet état de choses. Les Casecs et Asecs en place ne firent que violer les droits des citoyens. Nous nous y sommes opposés également. Quant à la répression, elle représenta la monnaie la plus courante de ce sinistre régime. Là encore, nous y fîmes face dans la mesure de nos capacités. Celle-ci doit continuer d'augmenter.

Mais, rien ne sert d'évincer Lavalas pour tomber dans cette ordure actuelle ! En '86, l'expérience nous montra que nous savions quelque peu ce que nous ne voulions pas mais nous n'avions jamais réellement précisé ce que nous voulions, comment nous battre pour l'obtenir. De telle sorte qu'aujourd'hui nous nous retrouvons dans cette situation macabre et confuse de surcroît. Pour avoir été malades nous devons connaître les remèdes !

Aujourd'hui, à la suite de ce coup d'Etat nouveau format, LE PAYS SE RETROUVE OCCUPÉ ! Nous pouvons affirmer que les classes dominantes, politiciens de tous bords – Lavalas comme Opposition - compris, nous y ont emmené. La répression, toujours accompagnée de la terreur correspondante, de plus belle nous hante jour et nuit. Tous nos droits démocratiques, s'ils ne sont pas encore foulés au sol, le seront inmanquablement. La zone franche de Ouanaminthe en est la preuve la plus flagrante. Là, les bourgeois dominicains, profitant du vide au niveau de l'Etat, ne font qu'augmenter leur taux d'exploitation. Pour ce faire, comme toujours, la négation de nos droits et la répression conséquente sévissent. Idem aux usines des capitalistes locaux où ces sanguinaires « nationaux », profitant également du vide institutionnel, essaient violemment de repousser au maximum le peu de droits dont nous jouissions dans cette société si inégalitaire : révocations massives au moindre soupçon syndical, répression systématique, intimidation permanente... terreur ! Le tout dans le but d'une augmentation encore plus accélérée de leur exploitation. Dans le cadre de cette offensive, ils arrivent même, dans certaines villes - au Cap par exemple - à chercher à prendre les commandes de la chose publique.

En milieu rural, les grands dons ou autres duvaliéristes longtemps exilés, appuyés par les « rebelles » auto proclamés, membres de l'ancienne armée tortionnaire, retournent semer la terreur sur le peuple travailleur, essayant carrément de voler les terres des petits paysans, comme au bon vieux temps.

Partout, donc, en ville comme en milieu rural, il se dessine une offensive caractérisée des classes dominantes, déjà « réconciliées » sous Lavalas, aujourd'hui confortées par l'occupation

qui, ils le savent, n'est là que pour soutenir leur réaction. LA LUTTE NE FAIT DONC QUE COMMENCER ! ET ELLE EST TRÈS SERRÉE !

La TERREUR dont nous pâtissons sous le régime Lavalas et qui nous hante encore, DOIT TROUVER SOLUTION ! Personne ne viendra nous la résoudre. Autant que le sont les classes dominantes, soyons, nous aussi, clairs : l'occupant ne vient que solutionner les problèmes des dominants, internationaux et locaux ! Nos responsabilités pour nous défendre dans cette nouvelle situation, NE DOIT DÉPENDRE QUE DE NOUS ! Dans toute ville, dans tout quartier, dans tout bourg, section, commune ou zone rurale, NOUS DEVONS METTRE SUR PIED NOS **ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS** !

La dite « Opposition », conjointement avec l'impérialiste, croient pouvoir re-bâtir à notre insu le même Etat pourri. C'est en effet le même appareil qu'ils comptent remettre sur pied, sans aucun changement substantiel, sans aucune transformation profonde, dépourvu à nouveau de tout mécanisme de contrôle véritablement populaire. IL NOUS EST IMPÉRATIF DE BLOQUER OU FOIRER CE PROJET ! Et ce n'est que par nos luttes autonomes, nos organisations basées uniquement sur nos propres intérêts de peuple dominé, de masse, de travailleurs, que nous arriverons à faire face à ces deux problèmes qui se présentent aujourd'hui devant nous et nos responsabilités historiques, à savoir : l'offensive dominante caractérisée par la terreur et la répression qui toujours l'accompagnent ; leur tentative de re-bâtir le même Etat pourri de toujours. Aujourd'hui, le temps est certainement à la délimitation claire et nette : aucun gouvernement de technocrates bourgeois ne doit parvenir à nous faire rêver, encore moins nous dévier !